

ÉTATS GÉNÉRAUX

DU DROIT DE  
LA FAMILLE &  
DU PATRIMOINE

17<sup>ÈME</sup> ÉDITION

ÉTATS GÉNÉRAUX

---

DU DROIT DE  
LA FAMILLE &  
DU PATRIMOINE

---

17<sup>ÈME</sup> ÉDITION



---

L'AVOCAT  
PROTECTEUR  
DES PERSONNES  
VULNÉRABLES

---

MERCREDI 27  
JEUDI 28 & VENDREDI 29  
JANVIER 2021

100% NUMÉRIQUE  
21H DE FORMATION  
#EGDFP2021

# ACTUALITÉS DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DE LA FAMILLE

## INTERVENANTS:

**Alexandre BOICHÉ**, Avocat au barreau de Paris, docteur en droit

**Delphine ESKENAZI**, Avocate au barreau de Paris et New-York

**Michel FARGE**, Professeur à l'Université Grenoble Alpes

**Marie BERGER**, Avocate au barreau de Genève

# 1<sup>ER</sup> THÈME :

# RÉFORME DU DIVORCE JUDICIAIRE EN DROIT FRANÇAIS ET ASPECTS DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

# 1<sup>ER</sup> THÈME :

- 1. Impact de la réforme sur la litispendance (date de saisine, modalités de signification)**
- 2. Contenu de l'assignation en divorce et DIP**
  - a. Règles de conflit de lois sur le prononcé du divorce et application d'une loi étrangère prévoyant un délai de séparation avant l'introduction de la procédure de divorce
  - b. Cause du divorce et application d'une loi étrangère prévoyant la référence obligatoire à la faute au moment de l'initiation de la procédure de divorce
  - c. Loi applicable pour la date des effets du divorce

# 2ÈME THEME :

# DIVORCE NOTAIRE ET ASPECTS DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

# 2ÈME THÈME :

1. Réponse de la Commission européenne à la plainte déposée contre la France
2. Question de reconnaissance du divorce notaire en Suisse

# 3ÈME THÈME :

# REFLEXES ET PIÈGES À ÉVITER DANS LES DIVORCES FRANCO- SUISSES



# 4ÈME THÈME :

# REVUE DES ARRÊTS DE DIP DE L'ANNÉE

# ARRÊTS COMMENTÉS



L'AVOCAT PROTECTEUR DES PERSONNES VULNÉRABLES

MERCREDI 27, JEUDI 28 & VENDREDI 29 JANVIER 2021  
100% NUMÉRIQUE | 21H DE FORMATION #EGDFP2021

# I) LE COUPLE

## A) L'UNION

# ACTION EN PARTAGE D'UN BIEN INDIVIS SITUÉ EN FRANCE : COMPÉTENCE INTERNATIONALE



*Cour de cassation,  
1<sup>ère</sup> chambre civile,  
4 mars 2020,  
n°18-24,646*

# ABSENCE DE CONTRARIÉTÉ À L'ORDRE PUBLIC INTERNATIONAL FRANÇAIS D'UN MARIAGE PAR PROCURATION CÉLÉBRÉ À L'ÉTRANGER



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
18 mars 2020,  
n°19-11,573*

# ANNULATION D'UNE PROCURATION POUR INSANITÉ D'ESPRIT : COMPÉTENCE DANS L'UNION



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
13 mai 2020,  
FS-P+B, n°19-10,448*

# B) LA DÉSUNION

# NOTION DE LOI QUI NE PRÉVOIT PAS LE DIVORCE



*Cour de Justice  
de l'Union Européenne,  
16 juillet 2020,  
aff. C-249/19,  
JE. C. KF*



# CARACTÈRE EXCLUSIF DE L'ARTICLE 3 DU RÈGLEMENT BRUXELLES II BIS



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
24 juin 2020,  
n°19-11,714*

# TRANSCRIPTION D'UN DIVORCE EN MARGE D'UN ACTE DE MARIAGE ET INDICE DE FRAUDE



*Cour de cassation,  
1<sup>ère</sup> chambre civile,  
18 novembre 2020,  
n°19-19,003*

# L'EXEQUATUR D'UNE DÉCISION ÉTRANGÈRE REFUSANT DE DONNER EFFET À UN CONTRAT DE MARIAGE FRANÇAIS



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
2 décembre 2020,  
n°18-20,691*

# C) LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

# LES CHAMPS D'APPLICATION DES RÈGLEMENTS N°2201/2003 ET N°2016/1103



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
14 octobre 2020,  
n°19-11,585*

# II) L'ENFANT

## A) LA FILIATION

# ADMISSION DU RENVOI EN MATIÈRE DE FILIATION



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
14 octobre 2020,  
n°19-11.585*

# PREUVE DE LA FILIATION MATERNELLE ET NATIONALITÉ FRANÇAISE



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
30 septembre 2020,  
n°19-17,796*



# ATTEINTE AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE EN CAS DE REFUS



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
14 octobre 2020,  
n°19-15.783*

# ETABLISSEMENT DE LA FILIACTION ET ORDRE PUBLIC INTERNATIONAL FRANÇAIS



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
16 décembre 2020,  
n°19-20.948*

# B) LA FILIATION ADOPTIVE

# L'ABSENCE DE CONTRARIÉTÉ DE PRINCIPLE À L'ORDRE PUBLIC INTERNATIONAL DE L'ADOPTION PAR UNE TANTE DE SES NEVEUX



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
16 décembre 2020,  
n°19-22,101*

# C) L'AUTORITÉ PARENTALE

# PLACEMENT D'UN ENFANT EN FAMILLE D'ACCUEIL ET DROIT D'UNE MÈRE À GARDER LE CONTACT AVEC SON ENFANT



*Cour européenne  
des droits de l'homme,  
23 juin 2020,  
aff. 69339/16,  
Omorefe c/ Espagne*

# CONSÉQUENCE DU DÉMÉNAGEMENT DE L'ENFANT EN COURS DE PROCÉDURE



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
30 septembre 2020,  
n° 19-14.761*

# DROIT DE VISITE ET D'HÉBERGEMENT DE L'EX-COMPAGNE D'UN ENFANT ISSU DE PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE



*CEDH,  
12 novembre 2020,  
req. n°19511/16,  
honner c. France*



# D) L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

# ACTION EN OPPOSITION À EXÉCUTION INTRODUITE PAR LE DÉBITEUR D'UNE CRÉANCE D'ALIMENTS : COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS DE L'ÉTAT MEMBRE D'EXÉCUTION



*CJUE,  
4 juin 2020,  
aff. C-41/19,  
FX. c. GZ*

# COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ALIMENT ET ACTION RÉCURSOIRE INTRODUITE PAR UN ORGANISME PUBLIC SUBROGÉ DANS LES DROITS DU CRÉANCIER D'ALIMENTS



*CJUE,  
17 septembre 2020,  
aff. C-540/19,  
WV c. Landkreis Harburg*

# E) LE DÉPLACEMENT ILLICITE D'ENFANTS

# INGÉRENCE POLITIQUE DES AUTORITÉS LITUANIENNES AYANT RALENTI LE RETOUR D'UN ENFANT AUPRÈS DE SON PÈRE ALLEMAND



*CEDH,  
14 janvier 2020,  
Req. 10926/09*

L'AVOCAT PROTECTEUR DES PERSONNES VULNÉRABLES

MERCREDI 27, JEUDI 28 & VENDREDI 29 JANVIER 2021  
100% NUMÉRIQUE | 21H DE FORMATION #EGDFP2021

# DÉPLACEMENT INTERNATIONAL D'ENFANT ET RÉSIDENCE HABITUELLE DU NOURRISSON



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile, 1  
2 juin 2020,  
P+B+I, n°19-24,108*

# DÉPLACEMENT INTERNATIONAL D'ENFANT ET RÉSIDENCE HABITUELLE DE L'ENFANT EN BAS-ÂGE



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
5 novembre 2020,  
n°20-17.842*

# RÉSIDENCE HABITUELLE DE L'ENFANT EN CAS D'ENLÈVEMENTS SUCCESSIFS



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
5 novembre 2020,  
n°19-24.870*



# III) LES SUCCESSIONS

# INTERPRÉTATION DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT SUCCESSION RELATIVE AU CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT, À L'INTERPRÉTATION DE LA NOTION DE « JURIDICTIONS » ET DE « DÉCISIONS » AU SENS DU RÈGLEMENT



*CJUE,  
16 juillet 2020,  
aff. C-80/19,  
E.E. c. K.-D. E*

# IV) LA PREUVE DU STATUT PERSONNEL ÉTRANGER

# L'APOSTILLE D'UN ACTE DE NAISSANCE ÉTRANGER DOIT RÉPONDRE AUX EXIGENCES DE LA CONVENTION DE LA HAYE



*Cour de cassation,  
1ère chambre civile,  
13 mai 2020,  
P+B, n°19-11.374*